

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC/W/461
12 novembre 2001

(01-5717)

Conseil général

Original: anglais

PRÉPARATION DE LA QUATRIÈME CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE

Communication de la Mongolie sur le projet de Déclaration ministérielle

La délégation de la Mongolie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 10 novembre 2001.

La Mongolie partage les préoccupations et intérêts exprimés par un grand nombre de pays en développement pendant les débats en cours sur diverses questions traitées dans le projet. Dans le même temps, elle se déclare prête à travailler avec flexibilité et dans un esprit de compromis pour assurer le succès de la Conférence et propose les quelques observations ci-après revêtant un intérêt particulier pour sa délégation en demandant qu'il en soit dûment tenu compte dans le projet.

Paragraphes 20 et 21: L'investissement et la politique de la concurrence sont des questions très délicates pour la plupart des pays en développement et en particulier pour les plus faibles d'entre eux. L'esprit et la lettre de la Déclaration ministérielle de Singapour concernant ces questions devraient être respectés, c'est-à-dire que "s'il y a des négociations futures sur des disciplines multilatérales dans ces domaines, elles n'auront lieu qu'après que les Membres de l'OMC auront pris par consensus une décision expresse à ce sujet". Si aucun consensus ne se dégage, les groupes de travail pertinents de l'investissement et de la concurrence doivent poursuivre leurs travaux analytiques sur ces questions. Comme de nombreux pays, la Mongolie rejette l'approche du "choix de participer ou non" car elle compromet le caractère multilatéral du système et de l'OMC.

Paragraphe 29: En tant qu'institution commerciale multilatérale, l'OMC devrait tenir compte des intérêts de ses différents Membres, en particulier les petites économies pauvres et faibles. La Mongolie est favorable à l'inclusion du paragraphe 29 avec les réserves suivantes:

- modifier le titre du paragraphe pour qu'il se lise "Petites économies vulnérables";
- dans la deuxième phrase, supprimer le membre de phrase "et pas de créer une sous-catégorie de Membres de l'OMC", et ajouter après le mot "vulnérables" l'expression "et les économies sans littoral".

L'absence d'accès territorial à la mer, aggravée par l'éloignement et l'isolement par rapport aux marchés mondiaux, est une source de contraintes qui pèsent lourdement sur le développement socioéconomique général des pays en développement sans littoral et, en particulier, dresse des obstacles importants à l'expansion de leur commerce et à la pleine utilisation de leurs potentiels d'exportation. La Mongolie pense que l'OMC est le cadre et le mécanisme qui conviennent pour traiter les préoccupations liées au commerce qui découlent pour les pays en développement de leur enclavement. À cet égard, nous réaffirmons que nous soutenons les propositions antérieures faites par les délégations du Paraguay et de la Bolivie sur les problèmes des pays sans littoral.